

Scènes de guerre contre les chômeurs

Le travail de sape de la protection sociale contre le chômage se poursuit. La conditionnalité des allocations se répand dans toute l'Union européenne. En France, c'est à rien moins qu'au préambule de la Constitution et à son affirmation des droits des chômeurs que s'attaque le rapport Marimbert.

Depuis plusieurs années, la " mobilisation pour l'emploi " et la " lutte contre le chômage " se transforment en guerre contre les chômeurs et, au-delà, contre tous les salariés. Menée sur tous les terrains (pays par pays en Union européenne), l'offensive mobilise toute la palette des armes disponibles : économiques, juridiques, idéologiques, voire sanitaires, sécuritaires ou carcérales. Alors que le bouclier des droits rétrécit, les flèches des devoirs pleuvent de plus en plus drues : il n'y a plus guère de carottes, que des bâtons. Depuis le 1er janvier 2004, ce conflit larvé s'intensifie, on vise désormais à hauteur d'hommes - ce n'est pas que métaphorique, il y a des morts aussi : entre 180 000 et 250 000 chômeurs privés de plusieurs mois d'indemnisation dès janvier (entre 600 000 et 850 000, au total, d'ici à l'année prochaine) ; l'ouverture de droits refusée à des dizaines de milliers de salariés sous contrats précaires (missions d'intérim, CDD, etc.) et d'intermittents ; 130 000 chômeurs éjectés de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) dans le courant de l'année ; enfin, mise en place du revenu minimum d'activité (RMA) qui promet d'aspirer les dernières miettes de protection sociale en contraignant les érémites à prendre des postes sous-payés et largement subventionnés, et cela sans contrepartie en termes de droits... (suite de l'article en lien)

Source : L'Humanité

Par

Publié sur Cafeduweb - Archives le mardi 27 janvier 2004

Consultable en ligne : <http://archives.cafeduweb.com/lire/4058-scenes-guerre-contre-les-chomeurs.html>